

2 / Sommaire - Edito

✓ ÉDITORIAL

L'Agriculture absente dans les débats présidentiels

Page 2

✓ LE FAIT DU MOIS

CETA la grande mascarade

Page 3

✓ RENCONTRE MINISTÈRE

Le MODEF défend les éleveurs "licenciés" par Lactalis

Page 4-5

✓ SYNDICALISME

Un comité directeur sous signe de qualité

Page 6

✓ FONCIER

Loi SAPIN2 et foncier agricole: quelques avancées pour la profession

Page 7

✓ LAIT

Un secteur en ébullition

Pages 8/9

✓ CANARDS

Le MODEF dedans et dehors

Page 10

✓ CONJONCTURE AGRICOLE

La France va mieux, pas l'Agriculture

Page 11

✓ LITTÉRATURE AGRICOLE

Une autre Agriculture est nécessaire et possible

Page 12

✓ ÉDITIONS RÉGIONALES

pages 13 à 15

✓ EN BREF

Page 16

L'AGRICULTURE ABSENTE DANS LES DÉBATS PRÉSIDENTIELS

Avant l'élection présidentielle, les attentes sont importantes, vis-à-vis des politiques, d'autant que la question agricole n'a pas été abordée dans les débats des primaires, malgré les enjeux auxquels elle fait face. Les exploitants familiaux sont de plus en plus préoccupés à propos de leur avenir au vu des politiques agricoles nationales et européennes menées depuis plusieurs années.

La France est la première puissance agricole de l'Europe même si la part de l'Agriculture dans l'activité économique française a chuté de moitié depuis 1980. En 2012, le secteur représentait 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) contre plus de 6 % en 1980. En 25 ans, la France a perdu plus de la moitié des exploitations agricoles avec 490 000 fermes en 2010 alors qu'il y en avait plus d'un million dans les années 80. Le MODEF trouve regrettable que les candidats à la présidentielle n'attachent pas autant d'importance à la problématique agricole.

Depuis 1997, la problématique du revenu est présente et elle ne fait qu'empirer depuis ces deux dernières années. Globalement l'Agriculture familiale va très mal, les cessations d'activité se multiplient et faute de perspective de revenus et de financement les installations sont atones. Depuis des années, le MODEF dénonce les grandes orientations d'une politique agricole qui fait de la baisse des prix à la production unique objectif. Cette politique oublie les femmes et les hommes qui travaillent pour nourrir le peuple, faire vivre et protéger les territoires et les espaces ruraux. En dehors d'une revalorisation d'urgence des prix, l'avenir des paysans, des territoires, de l'emploi et de l'environnement sera compromis.

Inquiet de la quasi absence de l'Agriculture dans les débats, meeting et programmes des candidats à l'élection présidentielle, le MODEF aimerait connaître le positionnement des candidats sur:

- Que pensez-vous d'une nouvelle PAC qui serait basée sur des prix agricoles minimum garantis et rémunérateurs, un encadrement des marges de la grande distribution, une répartition des productions assurant l'autosuffisance alimentaire?
- Êtes-vous favorable à une réorientation de la PAC en s'appuyant sur les principes de souveraineté alimentaire ou droit des peuples à protéger leur indépendance alimentaire?
- Les produits agricoles et agro-alimentaires ne sont pas de simples marchandises puisqu'ils sont garants de notre indépendance. Êtes-vous favorable à sortir l'Agriculture de l'OMC?
- Seriez-vous d'accord pour rediscuter d'une nouvelle loi de modernisation de l'économie (LME) qui encadrerait les marges de la grande distribution et organiserait une conférence nationale sur les prix agricoles?
- Êtes-vous porteur d'un projet de développement du pluralisme syndical agricole respectant des électeurs avec la suppression du seuil de 10 % de représentativité syndicale et le retour à un mode de scrutin à la proportionnelle intégrale pour toutes les élections professionnelles?
- Êtes-vous d'accord pour revaloriser les retraites des non-salariés agricoles et garantir un minimum mensuel de 1 200 € par mois?
- Êtes-vous prêt à vous battre pour les semences de ferme afin que les exploitants puissent utiliser une partie de leur récolte pour ressemer leurs surfaces en céréales oléagineux et protéagineux?
- Êtes-vous favorable à un développement d'un pôle public de recherche agricole avec un financement public à la hauteur des besoins?

Le MODEF revendique un changement de politique agricole permettant de pouvoir vivre dignement de son travail. L'exploitation familiale que nous défendons est la seule à pouvoir garantir la souveraineté alimentaire, lutter contre le réchauffement climatique et surtout à aménager les territoires notamment à valoriser les prairies permanentes.



Sophie BEZEAU

Mensuel d'information agricole, syndicale et professionnelle édité par la société d'Édition de l'Exploitant Familial et autres presses du MODEF SARL au capital de 10 000 €

Rédaction et Administration:
14, boulevard d'Aquitaine BP 70316
16008 ANGOULÊME CEDEX
Tél. 05 45 91 00 49 ou 05 17 20 35 88
exploitant.familial@modef.fr

Exploitant familial n° 677 / février 2017

Publicité:

Comédiance - 5, rue Pleyel, Immeuble Calliope
BP 229 - 93523 SAINT-DENIS cedex
Tél. 01 49 22 74 34

Directeur de la Publication, et Gérant:

Jean-Luc LAROCHE

Rédacteur en Chef:

Alexis VANYPRE

Imprimerie:

Rivet Presse Edition - 87000 LIMOGES
Commission paritaire n° 1218T83968
N° ISSN 0755 - 284X

Abonnement 1 an: 25 €